

Le soir Vendredi 23 août 1991

Belgium

PS

L'Occident suit avec attention les développements politiques à Kinshasa

# Le Zaïre sous le regard des ambassadeurs

Cinq jours : c'est le délai fixé par le président du Bureau provisoire de la Conférence nationale du Zaïre, le pasteur Kalondji Mutambay, pour terminer la vérification et la validation des mandats des participants. Une commission chargée de cette opération a été mise en place, mais sa composition est contestée par l'opposition, qui estime que les partisans du régime, membres notamment des institutions publiques, y sont surreprésentés. L'Union sacrée, dont une délégation a été reçue par M. Kalondji, s'est vu proposer de créer sa propre commission de vérification, qui sera composée de 30 membres. Lors d'une véritable séance plénière les « vérificateurs » des deux bords confronteront leurs listes, résultat de leur nettoyage respectif. Cette solution de compromis a été trouvée alors que la rue s'impatiente...

L'activité politique qui se déploie actuellement au Zaïre est suivie de près par les diplomates étrangers. Et les contacts noués par les mêmes ambassades sont observés avec attention par une opinion zaïroise très soucieuse de prévenir toute ingérence...

C'est pourquoi, à l'ambassade de Belgique, où l'ambassadeur,

M. Adam, vient de regagner Bruxelles pour devenir directeur général de la politique, la prudence est de mise. Son successeur, M. Coene, qui avait déjà été en fonction au Zaïre, vient de prendre son poste avec pour mission d'observer, ni plus ni moins, M. Adam, chargé de transmettre le refus de Bruxelles de reprendre la coopération ou de renvoyer les organisations non gouvernementales, avait d'ailleurs subi l'ostracisme du régime : lorsque le président Mobutu convoqua les ambassadeurs occidentaux à bord du « SS Kamanyola » pour les entretenir en détail de l'affaire Tshisekedi, le représentant de la Belgique fut spectaculairement tenu à l'écart. Il est vrai que M. Adam avait eu le courage de se rendre à Lubumbashi, au lendemain du massacre, et de faire rapport à Bruxelles de la situation de terreur qu'il avait constatée dans la capitale du Shaba.

Boudés par le régime, représentant l'aile ferme du camp occidental, il y a longtemps que les Belges n'avaient été aussi populaires auprès de la population qui comprend et soutient leur refus de renouer avec le régime Mobutu tel qu'il est. Face au blocage actuel de la situation, les Belges, prudents, s'abstiennent de toute manœuvre et se contentent de main-

tenir à jour leurs plans d'évacuation.

Selon la rumeur publique, d'autres ambassades pencheraient cependant en faveur d'une cohabitation au moins momentanée entre M. Tshisekedi, considéré comme le leader de l'opposition, et le président Mobutu toujours considéré par d'aucuns comme le garant de l'unité du pays. A Kinshasa, chacun est persuadé du fait que les Français préconisent une telle solution, ainsi que les Américains. Et la presse, proche de l'opposition, ne se prive pas d'accuser d'ingérence, voire de pression, les représentants de Paris et de Washington.

C'est peut-être aller un peu vite en besogne : du côté français, on affirme sa solidarité avec Bruxelles et, du côté américain, l'ambassade a fait publier un encart dans la presse, démentant formellement les informations venues de Belgique, selon lesquelles les États-Unis auraient été à l'origine de la nomination de Tshisekedi.

Cependant, M<sup>me</sup> Mélissa Wells, l'ambassadeur des États-Unis, est une personne très en vue à Kinshasa. Lorsqu'elle assista à la séance d'ouverture des travaux de la Conférence nationale, elle avait la prestance et l'assurance

d'un véritable proconsul. Il est vrai que M<sup>me</sup> Wells n'est pas n'importe qui. Diplomate de carrière, d'origine estonienne, et sensible à la cause de l'indépendance de son pays d'origine, elle a été nageuse de compétition en Californie et son dernier poste, à hauts risques, a été le Mozambique. À l'époque, l'hebdomadaire « The New Yorker » disait d'elle : *Cette femme grande et élégante à l'aise et le regard assuré d'un excellent joueur de poker. Elle est prise au sérieux par le gouvernement mozambicain.* Et pour cause, à Maputo, M<sup>me</sup> Wells se distingua par l'intérêt actif qu'elle porta aux enfants victimes de la guerre civile et elle encouragea la publication d'un rapport qui fit grand bruit à l'époque, consacré aux enfants soldats, ces orphelins enrôlés de force dans les rangs de la guérilla. Mais surtout, M<sup>me</sup> Wells s'attacha à promouvoir les droits de l'homme : elle fit admettre Amnesty International au Mozambique et fut l'artisan du rapprochement entre Maputo et les États-Unis.

Au Zaïre, si elle surveille de près l'effervescence de la vie politique (un représentant de l'ambassade ne manque aucune des réunions de l'opposition), et si elle ne craint pas d'inviter à déjeuner les lea-

ders de l'Union sacrée, M<sup>me</sup> Wells met vigoureusement l'accent sur la défense des libertés : en une semaine, par exemple, elle a reçu les journalistes de l'audiovisuel en lutte contre la censure, et elle a accordé 10.000 dollars à la Ligue zaïroise des droits de l'homme et 8.000 à la Voix des Sans Voix, un autre groupe de défense des libertés...

Certes, un lobby pro-Mobutu existe toujours aux États-Unis, mais il est en perte de vitesse, d'autant plus que le Zaïre, aujourd'hui que la guerre d'Angola est terminée, ne représente plus le même enjeu stratégique pour les Américains. Ces derniers souhaitent éviter l'effusion de sang, les désordres, et craignent que le Zaïre n'éclate comme le Libéria ou la Somalie. Par reconnaissance peut-être pour les éminents services rendus par Mobutu, depuis 1960, ils souhaiteraient qu'une éventuelle passation de pouvoir se déroule dans le calme, sans violence ni humiliation pour un régime qu'ils ont appuyé longtemps. On peut supposer aussi qu'une « grande lessive » ne manquerait pas d'éclabousser les services américains. Mais M<sup>me</sup> Wells, de manière très visible, s'est rangée du côté des partisans de la démocratie.

COLETTE BRAECKMAN